

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[C – 2015/22026]

18 JANVIER 2015. — Arrêté royal modifiant l'article 107 de l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. — Addendum

Au *Moniteur belge* du 23 janvier 2015 Ed.2, acte n° 2015/22019 - page 6122, ajouter après le titre :

RAPPORT AU ROI

Sire,

Conformément aux propositions de la Commission de réforme des pensions 2020-2040, qui juge ceci souhaitable, le gouvernement a décidé de supprimer à partir du 1^{er} janvier 2015 les plafonds de revenus professionnels autorisés pour les bénéficiaires d'une pension de retraite à partir de l'âge légal de la pension, soit 65 ans, et pour les bénéficiaires d'une pension de retraite anticipée qui prouvent une carrière d'au moins 45 ans.

En ce qui concerne la remarque du Conseil d'Etat d'apporter une justification du régime en projet au regard du principe constitutionnel de l'égalité, il convient de préciser ce qui suit.

L'article 30bis de l'arrêté royal n° 72 prévoit le principe de l'interdiction de cumul d'une pension de retraite ou de survie avec l'exercice d'une activité professionnelle. Le Roi peut prévoir des exceptions à ce principe. Cette habilitation est exécutée à l'article 107 de l'arrêté royal du 22 décembre 1967.

L'article 107 de l'arrêté royal du 22 décembre 1967 a prévu différentes catégories de personnes. Le présent arrêté royal ne modifie pas les différentes catégories de bénéficiaires déjà existantes. Il introduit cependant une nouvelle catégorie pour ceux qui répondent aux conditions pour pouvoir cumuler de manière illimitée une pension de retraite avec un revenu professionnel.

Les deux critères qui donnent la possibilité d'un cumul illimité, d'une part le critère de l'âge et d'autre part le critère de la durée de carrière, sont des critères objectifs. En effet, pour l'âge, il s'agit de l'âge légal de la pension actuel de 65 ans. Pour la condition de carrière, il s'agit du nombre d'années requis pour atteindre une carrière complète.

Cette mesure est prévue pour les personnes âgées d'au moins 65 ans car l'objectif du gouvernement est qu'elle participe, avec d'autres mesures, au maintien en activité des plus âgés. Celle-ci permet par ailleurs aux pensionnés de compléter une pension le cas échéant plus faible.

Quant aux pensionnés qui n'ont pas atteint l'âge de 65 ans, il ne convient pas pour ceux qui n'ont pas une carrière suffisante de leur permettre cette possibilité de cumul illimité car il est préférable que ceux-ci reportent le moment de leur départ à la pension anticipée de sorte qu'ils complètent encore leur carrière.

J'attire par ailleurs votre attention sur le fait que les mêmes critères seront repris dans les réglementations de pension des travailleurs salariés et du secteur public et ce, dans un souci d'harmonisation des trois régimes de pension. Ces critères ne seront donc pas seulement d'application aux travailleurs indépendants.

Ainsi, vu la confirmation par la Commission de réformes des pensions 2020-2040 que la possibilité d'un cumul illimité est souhaitable, le gouvernement, dans la continuité de la logique retenue pour l'adoption des mesures actuellement applicables, décide d'assouplir encore les mesures déjà prises sous la législature précédente tout en continuant à tenir compte du fait que le pensionné a ou non une carrière suffisante.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[C – 2015/22026]

18 JANUARI 2015. — Koninklijk besluit tot wijziging van artikel 107 van het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen. — Addendum

In het *Belgisch Staatsblad* van 23 januari 2015 Ed.2, akte nr. 2015/22019 - bl. 6122, na de titel :

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Conform de voorstellen van de Pensioencommissie 2020-2040, die dit wenselijk acht, heeft de regering beslist om vanaf 1 januari 2015 de toegelaten grensbedragen af te schaffen voor de gerechtigden op een rustpensioen na de wettelijke pensioenleeftijd, hetzij 65 jaar, en voor de gerechtigden op een vervroegd rustpensioen wanneer zij een loopbaan van 45 jaar bewijzen.

Wat de opmerking van de Raad van State betreft om een rechtvaardiging te geven met betrekking tot het grondwettelijk gelijkheidsbeginsel, kan men de volgende preciseringen aanbrenghen.

Artikel 30bis van het koninklijk besluit nr. 72 voorziet in principe in een cumulatieverbod van een rust- of overlevingspensioen met de uitoefening van een beroepsactiviteit. De Koning kan uitzonderingen op dit principe voorzien. Deze machtiging wordt uitgevoerd in artikel 107 van het koninklijk besluit van 22 december 1967.

Artikel 107 van het koninklijk besluit van 22 december 1967 heeft verschillende categorieën van personen voorzien. Het voorliggend koninklijk besluit wijzigt deze reeds bestaande categorieën begunstigen niet. Het introduceert daarentegen een nieuwe categorie voor diegenen die de voorwaarden vervullen om hun rustpensioen zonder beperking met een inkomen uit een beroepsactiviteit te combineren.

Beide criteria die de mogelijkheid tot onbeperkt bijverdienen mogelijk maken, enerzijds de leeftijdsvoorwaarde en anderzijds de loopbaanvoorwaarde zijn objectieve criteria. Voor de leeftijdsvoorwaarde betreft het de actuele wettelijke pensioenleeftijd van 65 jaar. Voor de loopbaanvoorwaarde betreft het benodigde aantal jaren om een volledige loopbaan te bereiken.

Deze maatregel is voorzien voor personen die minstens 65 jaar oud zijn, want de regering heeft tot doel om, samen met andere maatregelen, oudere personen beroepsactief te houden. Dit laat de gepensioneerden toe om hun laag pensioen desgevallend aan te vullen.

Het is niet wenselijk om de gepensioneerden die de leeftijd van 65 jaar nog niet bereikten en die over een onvoldoende lange loopbaan beschikken onbeperkt te laten bijverdienen. Deze zelfstandigen stellen hun vervroegd pensioen beter uit zodat ze hun loopbaan vervolmaken.

Anderzijds vestig ik uw aandacht op het feit dat dezelfde criteria overgenomen zullen worden in het stelsel van de werknemers en de publieke sector, de harmonisering van de drie pensioenregimes indachtig. Deze criteria zullen dus niet enkel in het stelsel der zelfstandigen gehanteerd worden.

Gelet op de bevestiging van de Pensioencommissie 2020-2040 dat de mogelijkheid om onbeperkt bij te verdienen wenselijk is, heeft de regering in het verlengde van de logica bij de invoering van de bestaande maatregelen, beslist om de tijdens de vorige legislatuur ingevoerde maatregelen verder te versoepelen, steeds rekening houdend met het feit of de gepensioneerde al dan niet een voldoende lange loopbaan gepresteerd heeft.

Le conjoint pensionné d'une personne qui bénéficie d'une pension au taux ménage doit lui aussi respecter les limites de travail autorisé. Il faut rappeler qu'une pension au taux ménage n'est actuellement octroyée que lorsque seul un des conjoints a un revenu ou lorsque l'autre conjoint a un revenu très limité (ex : le conjoint n'exerce qu'une activité professionnelle limitée ou lorsque la pension est inférieure à la différence entre la pension comme isolé et la pension au taux ménage du conjoint qui bénéficie de la pension la plus élevée). La raison d'être d'une pension au taux ménage est en effet l'octroi d'une pension de retraite calculée sur la base d'un pourcentage plus élevé (75% au lieu de 60%) à des couples qui doivent vivre avec un revenu. Si le conjoint pensionné d'une personne qui bénéficie d'une pension au taux ménage peut gagner davantage que les montants limites autorisés, et donc s'il peut travailler sans limite de revenus, l'on peut difficilement encore parler d'un couple qui doit vivre avec un revenu.

Quant aux personnes qui bénéficient déjà de leur pension et qui continuent à travailler, elles ne se constituent pas de nouveaux droits à pension après la prise de cours de leur pension puisque leur pension constitue un revenu de remplacement et que l'activité professionnelle autorisée reste l'exception. Ce principe est déjà prévu dans la réglementation actuelle et n'a fait l'objet d'aucune critique.

En réponse à l'avis n° 56.896/1 du 19 décembre 2014 du Conseil d'Etat, nous sommes d'avis qu'il n'y a pas de différence de traitement en ce qui concerne les personnes qui ont une longue carrière : chaque personne qui a une longue carrière a le droit de poursuivre une activité professionnelle illimitée tout en bénéficiant de sa pension de retraite. Toutes les autres personnes sont encouragées à poursuivre leur activité jusqu'à ce qu'elles aient une longue carrière ou atteignent l'âge de la pension.

D'autre part, le Gouvernement a décidé d'assouplir les sanctions en cas de dépassement des plafonds de revenus autorisés en les rendant proportionnelles au dépassement.

Commentaire des articles

Article 1^{er}

L'article 1^{er} modifie l'article 107 de l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants en insérant trois alinéas au paragraphe 4 et en y apportant une modification technique suite à cette insertion, en apportant une précision relative à l'adaptation des montants-limites au paragraphe 5 et en rajoutant un paragraphe 6.

Dans un premier alinéa inséré dans le paragraphe 4, il est précisé que les revenus professionnels perçus à partir de l'année 2015, sont comparés à la limite autorisée et qu'en cas de dépassement, le paiement de la pension est, pour l'année civile concernée, suspendu à concurrence d'un pourcentage du montant de la pension égal au pourcentage de dépassement des limites.

Un deuxième alinéa inséré dans le paragraphe 4 stipule que chaque bénéficiaire d'une pension de retraite ou d'une pension de retraite et d'une pension de survie peut cumuler, à partir du 1^{er} janvier de l'année de son 65^e anniversaire, le bénéfice de la pension et une activité sans limitation. La même règle vaut pour les bénéficiaires d'une pension de retraite qui a pris cours avant cette date à condition qu'ils prouvent une carrière d'au moins 45 années civiles conformément à la réglementation applicable à la pension anticipée dans le régime des travailleurs salariés. Cette condition doit être remplie à la date à laquelle la première pension de retraite prend cours effectivement.

Le troisième alinéa inséré stipule qu'en cas de bénéfice d'une pension au taux de ménage, le conjoint du bénéficiaire de pension qui ne perçoit pas sa pension personnelle ou dont la pension personnelle est portée en déduction de la pension allouée au taux de ménage (par exemple, une pension étrangère à laquelle il ne peut pas renoncer) n'est pas visé par cette mesure et doit dès lors respecter les limites qui sont applicables aux bénéficiaires qui ont atteint l'âge de la pension.

A l'alinéa 2 actuel du paragraphe 4, qui devient l'alinéa 5, il y a une adaptation technique du texte suite à l'insertion de trois nouveaux alinéas.

De gepensioneerde echtgenoot van een persoon die een gezinspensioen ontvangt moet zich wel aan de grensbedragen van de toegelaten beroepsactiviteit houden. Een gezinspensioen wordt immers maar toegekend wanneer slechts één van de echtgenoten een inkomen heeft of de andere echtgenoot een zeer beperkt inkomen heeft (de echtgenoot oefent bijvoorbeeld een beroepsactiviteit uit met beperkte inkomsten of het pensioen is kleiner dan het verschil tussen het pensioen als alleenstaande en het gezinspensioen van de echtgenoot die het hoogste pensioen geniet). De bestaansreden voor een gezinspensioen is immers de toekenning van een pensioen berekend aan een hoger percentage (75% in plaats van 60%) aan koppels die van slechts één inkomen moeten leven. Als de gepensioneerde echtgenoot van een persoon die het gezinspensioen geniet daarentegen meer zou kunnen bijverdienen dan de toegelaten grensbedragen en dus onbeperkt zou kunnen bijverdienen, kan men nog moeilijk spreken over een koppel dat met één inkomen moet leven.

Personen die reeds een pensioen genieten en blijven werken, bouwen geen verdere pensioenrechten op na de ingangsdatum van hun pensioen aangezien hun pensioen een vervangingsinkomen is en de toegelaten beroepsactiviteit de uitzondering blijft. Dit principe bestaat reeds in de actuele regelgeving en heeft nooit het onderwerp uitgemaakt van kritiek.

In antwoord op het advies nr. 56.896/1 van 19 december 2014 van de Raad van State menen wij dat er ook voor personen met een lange loopbaan geen sprake is van een verschil in behandeling: iedereen met een lange loopbaan heeft het recht onbeperkt bij te verdienen en zijn rustpensioen te genieten. Alle andere personen worden aangemoedigd verder te werken tot ze een lange loopbaan hebben of de pensioenleeftijd bereiken.

Anderzijds werd ook door de regering beslist om de sancties te versoepelen in geval van overschrijding van de toegelaten grensbedragen. Voortaan worden de sancties proportioneel aan de overschrijding.

Commentaar van de artikelen

Artikel 1

Artikel 1 wijzigt het artikel 107 van het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen door drie leden toe te voegen aan paragraaf 4 en door een technische wijziging aan te brengen omwille van de toevoeging van die drie leden, door in paragraaf 5 te bepalen hoe de grensbedragen precies dienen aangepast te worden en door een 6de paragraaf in te voeren.

In het eerste ingevoegde lid van § 4 wordt gesteld dat de beroepsinkomsten die verworven worden tijdens de jaren vanaf 2015 getoetst worden aan het toegelaten grensbedrag en dat bij overschrijding ervan de betaling van het pensioen voor dat kalenderjaar zal geschorst worden naar rata van het percentage waarmee de grensbedragen overschreden werden.

Het tweede ingevoegde lid in § 4 bepaalt dat iedere gerechtigde op een rustpensioen of op een rustpensioen en op een overlevingspensioen, vanaf 1 januari van het jaar van zijn 65e verjaardag, onbeperkt mag bijverdienen. Hetzelfde geldt voor de gerechtigden op een rustpensioen dat vóór die datum is ingegaan doch zij moeten een loopbaan kunnen bewijzen van ten minste 45 kalenderjaren overeenkomstig de regeling die geldt voor het vervroegd pensioen in de regeling van de werknemers. Die loopbaanvoorwaarde moet voldaan zijn op de datum waarop het eerste rustpensioen daadwerkelijk ingaat.

Het derde ingevoegde lid bepaalt dat in geval van het genot van een pensioen dat berekend is tegen het gezinstarief de echtgenoot van de pensioengerechtigde die zijn persoonlijk pensioen niet ontvangt of wiens persoonlijk pensioen in mindering wordt gebracht van het toegekende gezinspensioen (bij voorbeeld een buitenlands pensioen waaraan hij niet kan verzaken), niet beoogd wordt door deze maatregel en moet bijgevolg de grensbedragen naleven die van toepassing zijn op de pensioengerechtigden die de pensioenleeftijd bereikt hebben.

In het tweede lid van paragraaf 4, dat het vijfde lid wordt, heeft een technische tekstaanpassing plaats ten gevolge van de invoeging van drie nieuwe leden.

Au paragraphe 5, alinéa 1^{er} il est explicitement précisé que l'adaptation annuelle des montants-limites, telle que prévue audit paragraphe 5 se fait par un arrêté ministériel.

Le paragraphe 6 détermine, qu'à côté de l'adaptation annuelle des montants-limites par arrêté ministériel, prévue au paragraphe 5, une adaptation de ces montants-limites peut avoir lieu à l'initiative du Ministre des pensions et du Ministre des indépendants par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

Article 2

L'article 2 fixe la date d'entrée en vigueur du présent arrêté au 1^{er} janvier 2015.

Article 3

L'article 3 précise que le Ministre qui a les Pensions dans ses attributions et le Ministre qui a les Indépendants dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre des Indépendants,
W. BORSUS

Le Ministre des Pensions,
D. BACQUELAINE

AVIS 56.896/1 DU 19 DECEMBRE 2014 DU CONSEIL D'ETAT, SECTION DE LEGISLATION, SUR UN PROJET D'ARRETE ROYAL 'MODIFIANT L'ARTICLE 107 DE L'ARRÊTE ROYAL DU 22 DECEMBRE 1967 PORTANT RÈGLEMENT GENERAL RELATIF A LA PENSION DE RETRAITE ET DE SURVIE DES TRAVAILLEURS INDEPENDANTS'

Le 12 décembre 2014, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Ministre des Indépendants à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'article 107 de l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants'.

Le projet a été examiné par la première chambre le 17 décembre 2014.

La chambre était composée de Marnix VAN DAMME, président de chambre, Wilfried VAN VAERENBERGH et Wouter PAS, conseillers d'Etat, et Wim GEURTS, greffier.

Le rapport a été présenté par Wendy DEPESTER, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Marnix VAN DAMME, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 19 décembre 2014.

1. Conformément à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, l'urgence est motivée par le fait que

« l'accord de gouvernement du 9 octobre 2014 prévoit que les mesures adoptées en matière de cumul d'une activité professionnelle avec une pension de travailleur indépendant, à savoir le cumul illimité, sous certaines conditions, pour les bénéficiaires d'une pension de retraite et les sanctions plus favorables en cas de dépassement des limites autorisées prendront effet dès le 1^{er} janvier 2015. Il est donc nécessaire et urgent que l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants puisse très rapidement informer les bénéficiaires concernés par le présent arrêté et adapter les programmes informatiques aux modifications réglementaires prévues ».

In paragraaf 5, eerste lid wordt uitdrukkelijk bepaald dat de jaarlijkse aanpassing van de grensbedragen, zoals voorzien in deze paragraaf, bij een ministerieel besluit gebeurt.

In § 6 wordt bepaald dat naast de jaarlijkse aanpassing van de grensbedragen, voorzien in paragraaf 5, een aanpassing van deze grensbedragen op initiatief van de Minister van Pensioenen en van de Minister van Zelfstandigen, bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

Artikel 2

Artikel 2 legt de datum van inwerkingtreding van dit besluit vast op 1 januari 2015.

Artikel 3

Artikel 3 preciseert dat de Minister bevoegd voor Pensioenen en de Minister bevoegd voor de Zelfstandigen, ieder wat hem betreft, belast zijn met de uitvoering van dit besluit.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Zelfstandigen,
W. BORSUS

De Minister van Pensioenen,
D. BACQUELAINE

ADVIES 56.896/1 VAN 19 DECEMBER 2014 VAN DE RAAD VAN STATE, AFDELING WETGEVING, OVER EEN ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT 'TOT WIJZIGING VAN ARTIKEL 107 VAN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 22 DECEMBER 1967 HOUDENDE ALGEMEEN REGLEMENT BETREFFENDE HET RUST- EN OVERLEVINGSPENSIOEN DER ZELFSTANDIGEN'

Op 12 december 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Zelfstandigen verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van artikel 107 van het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen'.

Het ontwerp is door de eerste kamer onderzocht op 17 december 2014.

De kamer was samengesteld uit Marnix VAN DAMME, kamervoorzitter, Wilfried VAN VAERENBERGH en Wouter PAS, staatsraden, en Wim GEURTS, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Wendy DEPESTER, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Marnix VAN DAMME, kamervoorzitter.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 19 december 2014.

1. Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten in de adviesaanvraag de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval wordt het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd door de omstandigheid dat

“l'accord de gouvernement du 9 octobre 2014 prévoit que les mesures adoptées en matière de cumul d'une activité professionnelle avec une pension de travailleur indépendant, à savoir le cumul illimité, sous certaines conditions, pour les bénéficiaires d'une pension de retraite et les sanctions plus favorables en cas de dépassement des limites autorisées prendront effet dès le 1^{er} janvier 2015. Il est donc nécessaire et urgent que l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants puisse très rapidement informer les bénéficiaires concernés par le présent arrêté et adapter les programmes informatiques aux modifications réglementaires prévues”.

2. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a dû se limiter à l'examen de la compétence de l'auteur de l'acte, du fondement juridique et de l'accomplissement des formalités prescrites.

Portée et fondement juridique du projet

3. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a pour objet d'apporter un certain nombre de modifications à l'article 107 de l'arrêté royal du 22 décembre 1967 'portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants'.

Ces modifications concernent le cumul d'une activité professionnelle avec une pension de retraite dans le régime des travailleurs indépendants. À partir du 1^{er} janvier 2015, il sera possible pour les bénéficiaires d'une pension de retraite qui, à la date de prise de cours effective de leur première pension de retraite belge, justifient d'une carrière d'au moins 45 années et pour tous les bénéficiaires d'une pension de retraite qui atteignent l'âge de 65 ans, de cumuler sans restriction une pension de retraite avec des revenus professionnels. Par ailleurs, la sanction prévue en cas de dépassement des plafonds de revenus consécutivement au cumul d'une pension de retraite avec des revenus professionnels est assouplie.

Le dispositif en projet entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

4. Selon le préambule du projet, le fondement juridique du dispositif en projet est recherché dans les articles 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, et 30bis de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 'relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants'.

L'article 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, de l'arrêté royal n° 72 ne devrait toutefois être invoqué comme fondement juridique que si les modifications visées par le projet concernent également l'activité professionnelle autorisée du conjoint du bénéficiaire d'une pension de retraite, ce qui n'est pas le cas. Il convient dès lors d'omettre la référence à cette disposition du premier alinéa du préambule.

Examen du texte

Observations générales

5.1. Le dispositif en projet opère une distinction entre des catégories de pensionnés sur la base de l'âge (âgés de plus ou de moins de 65 ans) et de la durée de la carrière professionnelle (plus ou moins de 45 années de carrière à la date de prise de cours de la première pension de retraite belge).

De telles différences de traitement doivent évidemment être justifiées au regard des principes d'égalité et de non-discrimination, consacrés par les articles 10 et 11 de la Constitution.

Selon la jurisprudence de la Cour constitutionnelle, une différence de traitement ne peut se concilier avec les principes constitutionnels d'égalité et de non-discrimination que si cette différence repose sur un critère objectif et qu'elle est raisonnablement justifiée. L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure concernée ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité est violé lorsqu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

5.2. Interrogée sur la justification à apporter pour les différences de traitement mentionnées ci-dessus, la déléguée a fourni la réponse suivante :

« De wettelijke pensioenleeftijd werd op 65 jaar vastgelegd. Door alle personen van 65 jaar of ouder, zonder bijkomende voorwaarden, toe te laten zonder beperking verder te werken wordt binnen deze groep iedereen op dezelfde manier behandeld.

De bedoeling is ook om zelfstandigen aan te moedigen hun pensioen niet vervroegd op te nemen. Daarbij werd ook rekening gehouden met het feit dat iedereen die de pensioenleeftijd bereikt heeft, een pensioen kan genieten. Dit ongeacht de lengte van de loopbaan.

2. Overeenkomstig artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich moeten beperken tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

Strekking en rechtsgrond van het ontwerp

3. Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe een aantal wijzigingen aan te brengen in artikel 107 van het koninklijk besluit van 22 december 1967 'houdende algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen'.

Die wijzigingen hebben betrekking op de cumulatie van een beroepsbezigheid met een rustpensioen in het stelsel van de zelfstandigen. Vanaf 1 januari 2015 wordt het voor pensioengerechtigden die op de ingangsdatum van hun eerste Belgische rustpensioen een loopbaan van ten minste 45 jaar bewijzen en voor alle pensioengerechtigden die de leeftijd van 65 jaar bereiken mogelijk om een rustpensioen onbeperkt te cumuleren met beroepsinkomsten. Daarnaast wordt de sanctie in geval van overschrijding van de grensbedragen ten gevolge van de cumulatie van een rustpensioen met beroepsinkomsten versoepeld.

De ontworpen regeling treedt in werking op 1 januari 2015.

4. Luidens de aanhef van het ontwerp wordt voor de ontworpen regeling rechtsgrond gezocht in de artikelen 9, § 1, eerste lid, 1^o, en 30bis van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 'betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen'.

Artikel 9, § 1, eerste lid, 1^o, van het koninklijk besluit nr. 72 zou evenwel enkel moeten worden aangewezen als rechtsgrond indien de wijzigingen die door het ontwerp worden beoogd ook betrekking zouden hebben op de toegelaten beroepsbezigheid van de echtgenoot van de gerechtigde op een rustpensioen, wat niet het geval is. De verwijzing naar die bepaling dient dan ook te worden weggelaten uit het eerste lid van de aanhef.

Onderzoek van de tekst

Algemene opmerkingen

5.1. In de ontworpen regeling wordt een onderscheid gemaakt tussen categorieën van gepensioneerden op grond van de leeftijd (ouder of jonger dan 65 jaar) en de duur van de beroepsloopbaan (meer of minder dan 45 loopbaan jaren op de ingangsdatum van het eerste Belgische rustpensioen).

Dergelijke verschillen in behandeling dienen uiteraard verantwoord te worden in het licht van de beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie zoals die zijn vervat in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Een verschil in behandeling is volgens de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof slechts verenigbaar met de grondwettelijke beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie wanneer dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is. Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld, rekening houdend met het doel en de gevolgen van de betrokken maatregel en met de aard van de terzake geldende beginselen; het gelijkheidsbeginsel is geschonden wanneer er geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

5.2. Gevraagd naar een verantwoording voor de hiervoor vermelde verschillen in behandeling, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“De wettelijke pensioenleeftijd werd op 65 jaar vastgelegd. Door alle personen van 65 jaar of ouder, zonder bijkomende voorwaarden, toe te laten zonder beperking verder te werken wordt binnen deze groep iedereen op dezelfde manier behandeld.

De bedoeling is ook om zelfstandigen aan te moedigen hun pensioen niet vervroegd op te nemen. Daarbij werd ook rekening gehouden met het feit dat iedereen die de pensioenleeftijd bereikt heeft, een pensioen kan genieten. Dit ongeacht de lengte van de loopbaan.

Wat betreft de personen jonger dan 65 jaar blijft het principe overeind dat zij hun inkomsten moeten beperken wanneer ze hun pensioen met een beroepsactiviteit willen combineren. Er wordt enkel een uitzondering voorzien voor zelfstandigen met een lange loopbaan, die dus ook lang bijgedragen hebben aan de sociale zekerheid. De lange loopbaan werd vastgelegd op minstens 45 jaar, wat overeen komt met een volledige loopbaan (artikel 4 van het KB van 30/01/1997).

Hoewel het principe van de eenheid van loopbaan afgezwakt werd (art. 19 van het KB nr. 72 en art. 6 § 5 KB 30/1/1997), kan een zelfstandige met een loopbaan langer dan 45 jaar (vanaf januari uitgedrukt in voltijdse equivalenten van: 14 040 dagen) nog altijd een pensioen toegekend krijgen dat niet op zijn ganse loopbaan berekend is. Het principe van eenheid van loopbaan houdt in dat bij de berekening van een pensioen, rekening houdend met de rechten opgebouwd in andere stelsels, een pensioen berekend wordt op basis van maximum 45 jaar.

Wordt die eenheid overschreden dan wordt met bepaalde jaren geen rekening gehouden in de berekening van het pensioen, dit zijn de jaren als zelfstandige waarvoor de pensioenopbrengst het laagst is.

Merk op dat een zelfstandige die een pensioen geniet geen nieuwe pensioenrechten meer kan opbouwen, ongeacht zijn inkomsten en de erop berekende sociale bijdragen.

Bijgevolg menen wij dat er ook voor personen met een lange loopbaan geen sprake is van een verschil in behandeling: iedereen met een lange loopbaan heeft het recht onbeperkt bij te verdienen, terwijl ze zich al in een andere situatie bevinden. Alle andere personen worden aangemoedigd verder te werken tot ze een lange loopbaan hebben of de pensioenleeftijd bereiken ».

5.3. Nonobstant ces précisions, le Conseil d'Etat, section de législation, ne dispose pas d'éléments suffisants pour pouvoir apprécier de manière concluante la question de savoir si la mesure en projet peut être considérée comme proportionnée et si les critères utilisés à cet égard peuvent être regardés comme pertinents compte tenu de l'objectif qui les sous-tend. Une réserve est donc formulée sur ce point. Il est néanmoins recommandé de faire figurer dans le rapport au Roi une justification du dispositif en projet au regard du principe constitutionnel de l'égalité. En effet, le rapport au Roi ne contient actuellement aucune précision sur ce point.

6. L'auteur du projet doit vérifier si le dispositif en projet ne requiert pas que le segment de phrase « dans les mêmes conditions que le bénéficiaire lui-même » figurant à l'article 107, § 3, D, alinéas 1^{er} et 2, de l'arrêté royal du 22 décembre 1967 soit omis, compte tenu du fait que le conjoint reste tenu de se conformer aux plafonds de revenus, en ce qui concerne l'activité professionnelle exercée, alors que cela ne s'applique plus au bénéficiaire dans certains cas.

7. Par souci de sécurité juridique, il peut être recommandé de préciser à l'article 2 du projet que l'arrêté en projet s'applique aux revenus professionnels perçus à partir de l'année 2015.

Le greffier,
W. GEURTS.

Le président,
M. VAN DAMME.

Wat betreft de personen jonger dan 65 jaar blijft het principe overeind dat zij hun inkomsten moeten beperken wanneer ze hun pensioen met een beroepsactiviteit willen combineren. Er wordt enkel een uitzondering voorzien voor zelfstandigen met een lange loopbaan, die dus ook lang bijgedragen hebben aan de sociale zekerheid. De lange loopbaan werd vastgelegd op minstens 45 jaar, wat overeen komt met een volledige loopbaan (artikel 4 van het KB van 30/01/1997).

Hoewel het principe van de eenheid van loopbaan afgezwakt werd (art. 19 van het KB nr. 72 en art. 6 § 5 KB 30/1/1997), kan een zelfstandige met een loopbaan langer dan 45 jaar (vanaf januari uitgedrukt in voltijdse equivalenten van: 14 040 dagen) nog altijd een pensioen toegekend krijgen dat niet op zijn ganse loopbaan berekend is. Het principe van eenheid van loopbaan houdt in dat bij de berekening van een pensioen, rekening houdend met de rechten opgebouwd in andere stelsels, een pensioen berekend wordt op basis van maximum 45 jaar.

Wordt die eenheid overschreden dan wordt met bepaalde jaren geen rekening gehouden in de berekening van het pensioen, dit zijn de jaren als zelfstandige waarvoor de pensioenopbrengst het laagst is.

Merk op dat een zelfstandige die een pensioen geniet geen nieuwe pensioenrechten meer kan opbouwen, ongeacht zijn inkomsten en de erop berekende sociale bijdragen.

Bijgevolg menen wij dat er ook voor personen met een lange loopbaan geen sprake is van een verschil in behandeling: iedereen met een lange loopbaan heeft het recht onbeperkt bij te verdienen, terwijl ze zich al in een andere situatie bevinden. Alle andere personen worden aangemoedigd verder te werken tot ze een lange loopbaan hebben of de pensioenleeftijd bereiken.”

5.3. Niettegenstaande deze toelichting, beschikt de Raad van State, afdeling Wetgeving, niet over voldoende gegevens om tot een sluitend oordeel te komen over de vraag of de ontworpen maatregel als proportioneel en de in dat verband aangewende criteria als pertinent kunnen worden beschouwd in het licht van de doelstelling die eraan ten grondslag ligt. Op dat punt wordt dan ook een voorbehoud gemaakt. Wel verdient het aanbeveling om in het verslag aan de Koning een verantwoording van de ontworpen regeling op te nemen in het licht van het grondwettelijke gelijkheidsbeginsel. Thans bevat het verslag aan de Koning op dit punt immers geen enkele verduidelijking.

6. De steller van het ontwerp dient na te gaan of de ontworpen regeling niet noopt tot het weglaten van de zinsnede “onder dezelfde voorwaarden als de gerechtigde zelf”, in artikel 107, § 3, D, eerste en tweede lid, van het koninklijk besluit van 22 december 1967, ermee rekening houdend dat de echtgenoot nog steeds verplicht is om, wat de uitgeoefende beroepsbezigheid betreft, de grensbedragen in acht te nemen, terwijl dat in bepaalde gevallen niet meer geldt voor de gerechtigde.

7. Ter wille van de rechtszekerheid kan het aanbeveling verdienen om in artikel 2 van het ontwerp te preciseren dat het ontworpen besluit van toepassing is op de beroepsinkomsten ontvangen vanaf het jaar 2015.

De griffier,
W. GEURTS.

De voorzitter,
M. VAN DAMME

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE**

[C – 2015/22018]

19 AOUT 2014. — Arrêté ministériel modifiant la liste jointe à l'arrêté royal du 21 décembre 2001 fixant les procédures, délais et conditions en matière d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des spécialités pharmaceutiques. — Errata

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID**

[C – 2015/22018]

19 AUGUSTUS 2014. — Ministerieel besluit tot wijziging van de lijst gevoegd bij het koninklijk besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van farmaceutische specialiteiten. — Errata